

SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 23 JANVIER 1929

**Projet de Loi approuvant le Pacte général de renonciation à la Guerre
signé à Paris le 27 août 1928.**

EXPOSÉ DES MOTIFS

MADAME, MESSIEURS,

Le Pacte général de renonciation à la guerre, que nous avons l'honneur de soumettre à votre approbation, fut signé à Paris, le 27 août 1928 par les plénipotentiaires des pays suivants : Allemagne, États-Unis d'Amérique, Belgique, France, Grande-Bretagne et Dominions du Canada, de l'Australie, de la Nouvelle Zélande, de l'Afrique du Sud, de l'Irlande et de l'Inde, Italie, Japon, Pologne et Tchécoslovaquie. Plusieurs autres États ont déjà manifesté leur intention d'adhérer à cet acte dès qu'il sera ratifié par les quinze pays signataires.

Les noms de MM. Briand et Kellogg resteront attachés à ce traité dont ils ont été les inspirateurs ; ces deux hommes d'État se sont acquis par cette généreuse initiative la reconnaissance de tous les peuples qui aspirent à la paix.

Succédant au Pacte de la Société des Nations et aux accords de Locarno, le traité du 27 août 1928 marquera comme ceux-ci, nous en avons la conviction, une date mémorable dans l'Histoire, ainsi que dans l'évolution du Droit des Gens. Il eut comme point de départ des ouvertures faites en 1927 par le Gouvernement français à celui des États-Unis pour la conclusion d'un pacte bilatéral

d'amitié perpétuelle condamnant la guerre « comme instrument de politique nationale réciproque » et portant, d'autre part, engagement de ne recourir qu'aux moyens pacifiques pour « le règlement ou la solution de toutes contestations ou conflits, de quelque nature ou de quelque origine que ce soit, qui viendraient à s'élever entre la France et les États-Unis d'Amérique ». Ces termes sont à retenir, car on les retrouvera presque textuellement dans le traité du 27 août 1928. Mais M. Kellogg, désireux d'étendre la portée de cette manifestation en faveur de la paix, estima qu'il y avait lieu d'y intéresser non point la France et les États-Unis seuls, mais le plus grand nombre possible d'États. C'est ainsi que furent successivement associées aux négociations les chancelleries d'Allemagne, de Grande-Bretagne, d'Italie et du Japon, celles des Dominions anglais, sans lesquelles le Gouvernement britannique ne voulait pas se lier, et enfin celles de Belgique, de Pologne et de Tchécoslovaquie. Ces trois derniers pays furent invités à participer à l'acte au titre de signataires à raison du rôle qu'ils avaient joué à la Conférence de Locarno. Pour le surplus, il était entendu qu'après la signature, les pays restés en dehors de la négociation seraient invités à donner leur adhésion à l'acte.

Le Traité de renonciation à la guerre contient deux idées : d'une part, la renonciation à la guerre en tant qu'instrument de politique nationale dans les relations mutuelles des contractants ; d'autre part, et comme conséquence de la première idée, l'obligation de ne jamais rechercher que par des moyens pacifiques le règlement ou la solution de tous les différents ou conflits, de quelque nature ou de quelque origine qu'ils puissent être, qui pourront surgir entre les États contractants.

L'on s'étonnera peut-être du lacanisme de ces formules, voire même de leur imprécision. Les juristes qui s'intéressent au développement des principes fondamentaux du Pacte de la Société des Nations pourraient être tentés de critiquer l'emploi des termes s'écartant de ceux qui furent usités jusqu'à présent. Qu'est-ce que la guerre considérée comme instrument de politique nationale ? N'eût-il pas mieux valu parler de la guerre d'agression, expression généralement consacrée. Il faut constater immédiatement que c'est bien elle que l'on a voulu interdire, dans un sens aussi large que possible. On a d'ailleurs toujours éprouvé de grandes difficultés, comme on le sait, à définir la guerre d'agression. D'où la préoccupation de trouver une expression nouvelle. Comme l'a déclaré M. Briand à la séance de signature du Traité de Paris du 27 août 1928, la guerre considérée comme instrument de politique nationale est « dans sa forme la plus spécifique et la plus redoutable, la guerre égoïste et volontaire ». Ces termes et ces commentaires excluent donc le cas de légitime défense, que mentionne expressément l'article 2 du Pacte Rhénan de Locarno.

Au surplus, si l'on n'a pas cru nécessaire d'inscrire dans le dispositif du Traité une prescription formelle à ce sujet, le préambule porte que « toute puissance signataire qui chercherait désormais à développer ses intérêts nationaux en recourant à la guerre devrait être privée du bénéfice du Traité » C'est donc admettre que le manquement

d'un État signataire dégage les autres cocontractants, lesquels peuvent se trouver ainsi en cas de légitime défense.

Un autre point offrait pour la Belgique une importance particulière. Il importait de préciser nettement les rapports existant entre le nouveau Pacte et les traités sur lesquels sont fondées les garanties internationales de notre sécurité. Aussi, le Gouvernement belge eut-il soin, en accueillant avec empressement la proposition qui lui était faite de participer à l'acte de renonciation à la guerre, de marquer que les termes dans lesquels cette proposition était formulée par le Gouvernement des États-Unis impliquaient le maintien intégral des droits et des obligations découlant du Pacte de la Société des Nations et des accords de Locarno.

Loin d'affaiblir les dispositions du Pacte de la Société des Nations, l'acte général de renonciation à la guerre y apporte un complément notable.

Aux termes de l'article 15, alinéa 7 du Pacte, dans le cas où le Conseil de la Société des Nations, saisi d'un différend susceptible d'entraîner une rupture, « ne réussit pas à faire accepter son rapport par tous ses membres autres que les représentants de toute partie au différend, les membres de la Société se réservent le droit d'agir comme ils le jugeront nécessaire pour le maintien du droit et de la justice ». En d'autres termes, lorsque l'unanimité n'existe pas au sein du Conseil pour apprécier le différend, les parties en cause peuvent, sans enfreindre le Pacte, recourir à la guerre. La guerre demeure donc licite dans le cas prévu par cette disposition du Pacte. C'est dans l'organisation de la paix une fissure par où le péril de guerre peut se glisser et reparaitre. Le Pacte Rhénan de Locarno, en son article 2, paragraphe 3, a paré à cette imperfection pour ce qui concerne les rapports entre notre pays et l'Allemagne, comme entre l'Allemagne et la France. Le Pacte de Paris a une portée universelle et l'interdiction qu'il formule s'étend aux relations de tous les États.

D'autre part, plusieurs pays, et principalement les États-Unis, n'ont pas adhéré au Pacte de la Société des Nations. Il était du plus haut intérêt, pour les membres de la Société des Nations, de s'entendre avec ces États pour condamner et s'interdire le recours à la guerre.

Pour la Belgique, plus que pour tout autre État, le déchainement de la guerre est un danger redoutable. Nul plus qu'elle n'a besoin d'un régime de sécurité et de justice.

Le Pacte que le Gouvernement sou-

met à vos délibérations fortifiera la paix et développera la concorde parmi les peuples, et il apportera ainsi à notre pays des garanties nouvelles.

J'ai la conviction, Messieurs, qu'il aura votre approbation et que le Gouvernement pourra, à brève échéance, joindre la ratification de la Belgique à celle des autres puissances contractantes.

Le Ministre des Affaires Etrangères,
HYMANS.

Le Président du Reich allemand, le Président des États-Unis d'Amérique, Sa Majesté le Roi des Belges, le Président de la République française, Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, Sa Majesté le Roi d'Italie, Sa Majesté l'Empereur du Japon, le Président de la République de Pologne, le Président de la République tchécoslovaque.

Ayant le sentiment profond du devoir solennel qui leur incombe de développer le bien-être de l'humanité ;

Persuadés que le moment est venu de procéder à une franche renonciation à la guerre comme instrument de politique nationale afin que les relations pacifiques et amicales existant actuellement entre leurs peuples puissent être perpétuées ;

Convaincus que tous changements dans leurs relations mutuelles ne doivent être recherchés que par des procédés pacifiques et être réalisés dans l'ordre et dans la paix, et que toute Puissance signataire qui chercherait désormais à développer ses intérêts nationaux en recourant à la guerre devra être privée du bénéfice du présent Traité ;

Espérant que, encouragées par leur exemple, toutes les autres nations du

The President of the German Reich, the President of the United States of America, his Majesty the King of the Belgians, the President of the French Republic, His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the seas, Emperor of India, His Majesty the King of Italy, His Majesty the Emperor of Japan, the President of the Republic of Poland, the President of the Czechoslovak Republic,

Deeply sensible of their solemn duty to promote the welfare of mankind ;

Persuaded that the time has come when a frank renunciation of war as an instrument of national policy should be made to the end that the peaceful and friendly relations now existing between their peoples may be perpetuated ;

Convinced that all changes in their relations with one another should be sought only by pacific means and be the result of a peaceful and orderly process, and that any signatory Power which shall hereafter seek to promote its national interests by resort to war should be denied the benefits furnished by this Treaty ;

Hopeful that, encouraged by their example, all the other nations of the

monde se joindront à ces efforts humanitaires et, en adhérant au présent Traité dès qu'il entrera en vigueur, mettront leurs peuples à même de profiter de ses bienfaisantes stipulations, unissant ainsi les nations civilisées du monde dans une renonciation commune à la guerre comme instrument de leur politique nationale ;

Ont décidé de conclure un Traité et à cette fin ont désigné comme leurs Plénipotentiaires respectifs, savoir :

Le Président du Reich allemand :

M. le Docteur Gustav Stresemann,
Ministre des Affaires Étrangères ;

Le Président des Etats-Unis d'Amérique :

L'Honorable Frank B. Kellogg, Secrétaire d'État ;

Sa Majesté le Roi des Belges :

M. Paul Hymans, Ministre des Affaires Étrangères, Ministre d'État ;

Le Président de la République française :

M. Aristide Briand, Ministre des Affaires Étrangères ;

Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes :

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et toutes les Parties de l'Empire Britannique qui ne sont pas individuellement Membres de la Société des Nations :

Le Très Honorable Lord Cushendun, Chancelier du Duché de Lancastre, Secrétaire d'État pour les Affaires Étrangères *par intérim* ;

Pour le Dominion du Canada :

Le Très Honorable William Lyon Mackenzie King, Premier Ministre et Ministre des Affaires Extérieures ;

world will join in this humane endeavor and by adhering to the present Treaty as soon as it comes into force bring their peoples within the scope of its beneficent provisions, thus uniting the civilized nations of the world in a common renunciation of war as an instrument of their national policy ;

Have decided to conclude a Treaty and for that purpose have appointed as their respective Plenipotentiaries :

The President of the German Reich :

Dr Gustav Stresemann, Minister for Foreign Affairs ;

The President of the United States of America :

The Honorable Frank B. Kellogg, Secretary of State ;

His Majesty the King of the Belgians :

Mr. Paul Hymans, Minister for Foreign Affairs, Minister of State ;

The President of the French Republic :

Mr. Aristide Briand, Minister for Foreign Affairs ;

His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the seas, Emperor of India :

For Great Britain and Northern Ireland and all parts of the British Empire which are not separate Members of the League of Nations :

The Right Honourable Lord Cushendun, Chancellor of the Duchy of Lancaster, Acting Secretary of State for Foreign Affairs ;

For the Dominion of Canada :

The Right Honourable William Lyon Mackenzie King, Prime Minister and Minister for External Affairs ;

Pour le Commonwealth d'Australie :	For the Commonwealth of Australia :
L'Honorable Alexander John McLachlan, Membre du Conseil Exécutif Fédéral ;	The Honourable Alexander John McLachlan, Member of the Executive Federal Council ;
Pour le Dominion de Nouvelle-Zélande :	For the Dominion of New Zealand :
L'Honorable Sir Christopher James Parr, Haut-Commissaire de la Nouvelle-Zélande en Grande-Bretagne ;	The Honourable Sir Christopher Jales Parr, High Commissioner for New Zealand in Great Britain ;
Pour l'Union de l'Afrique du Sud :	For the Union of South Africa :
L'Honorable Jacobus Stephanus Smit, Haut-Commissaire de l'Union de l'Afrique du Sud en Grande-Bretagne ;	The Honourable Jacobus Stephanus Smit, High Commissioner for the Union of South Africa in Great Britain ;
Pour l'État Libre d'Irlande :	For the Irish Free State :
M. William Thomas Cosgrave, Président du Conseil Exécutif ;	Mr. William Thomas Cosgrave, President of the Executive Council ;
Pour l'Inde :	For India :
Le Très Honorable Lord Cushendun, Chancelier du Duché de Lancastre, Secrétaire d'État pour les Affaires Étrangères <i>par intérim</i> ;	The Right Honourable Lord Cushendun, Chancellor of the Duchy of Lancaster, Acting Secretary of State for Foreign Affairs ;
<i>Sa Majesté le Roi d'Italie :</i>	<i>His Majesty the King of Italy :</i>
Le Comte Gaetano Manzoni, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire à Paris ;	Count Gaetano Manzoni, his Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary at Paris.
<i>Sa Majesté l'Empereur du Japon :</i>	<i>His Majesty the Emperor of Japan :</i>
Le Comte Uchida, Conseiller Privé ;	Count Uchida, Privy Councillor ;
<i>Le Président de la République de Pologne :</i>	<i>The President of the Republic of Poland :</i>
M. A. Zaleski, Ministre des Affaires Étrangères ;	Mr. A. Zaleski, Minister for Foreign Affairs ;
<i>Le Président de la République Tchécoslovaque :</i>	<i>The President of the Czechoslovak Republic :</i>
M. le Docteur Eduard Benès, Ministre des Affaires Étrangères ;	Dr Eduard Benès, Minister for Foreign Affairs ;
qui, après s'être communiqué leurs	who, having communicated to one ano-

pleins pouvoirs, en bonne et due forme, sont tombés d'accord sur les articles suivants :

ARTICLE 1^{er}.

Les Hautes Parties Contractantes déclarent solennellement au nom de leurs peuples respectifs qu'elles condamnent le recours à la guerre pour le règlement des différends internationaux, et y renoncent en tant qu'instrument de politique nationale dans leurs relations mutuelles.

ART. II.

Les Hautes Parties Contractantes reconnaissent que le règlement ou la solution de tous les différends ou conflits, de quelque nature ou de quelque origine qu'ils puissent être, qui pourront surgir entre elles, ne devra jamais être recherché que par des moyens pacifiques.

ART. III.

Le présent Traité sera ratifié par les Hautes Parties Contractantes désignées dans le préambule, conformément aux exigences de leurs constitutions respectives, et il prendra effet entre elles dès que tous les instruments de ratification auront été déposés à Washington.

Le présent Traité, lorsqu'il aura été mis en vigueur ainsi qu'il est prévu au paragraphe précédent, restera ouvert aussi longtemps qu'il sera nécessaire pour l'adhésion de toutes les autres Puissances du monde. Chaque instrument établissant l'adhésion d'une Puissance sera déposé à Washington et le Traité, immédiatement après ce dépôt, entrera en vigueur entre la Puissance donnant ainsi son adhésion et les autres Puissances contractantes.

Il appartiendra au Gouvernement des États-Unis de fournir à chaque Gouvernement désigné dans le préambule

ther their full powers found in good and due form have agreed upon the following articles :

ARTICLE I.

The High Contracting Parties solemnly declare in the names of their respective peoples that they condemn recourse to war for the solution of international controversies, and renounce it as an instrument of national policy in their relations with one another.

ART. II.

The High Contracting Parties agree that the settlement or solution of all disputes or conflicts of whatever nature or of whatever origin they may be, which may arise among them, shall never be sought except by pacific means.

ART. III.

The present Treaty shall be ratified by the High Contracting Parties named in the Preamble in accordance with their respective constitutional requirements, and shall take effect as between them as soon as all their several instruments of ratification shall have been deposited at Washington.

This Treaty shall, when it has come into effect as prescribed in the preceding paragraph, remain open as long as may be necessary for adherence by all the other Powers of the world. Every instrument evidencing the adherence of a Power shall be deposited at Washington and the Treaty shall immediately upon such deposit become effective as between the Power thus adhering and the other Powers parties hereto.

It shall be the duty of the Government of the United States to furnish each Government named in the

et à tout Gouvernement qui adhérera ultérieurement au présent Traité une copie certifiée conforme dudit Traité et de chacun des instruments de ratification ou d'adhésion. Il appartiendra également au Gouvernement des États-Unis de notifier télégraphiquement auxdits Gouvernements chaque instrument de ratification ou d'adhésion immédiatement après dépôt.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Traité établi en langue française et en langue anglaise, les deux textes ayant force égale, et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, le vingt-sept Août mil neuf cent vingt-huit.

Preamble and every Government subsequently adhering to this Treaty with a certified copy of the Treaty and of every instrument of ratification or adherence. It shall also be the duty of the Government of the United States telegraphically to notify such Governments immediately upon the deposit with it of each instrument of ratification or adherence.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed this Treaty in the French and English languages both texts having equal force, and hereunto affix their seals.

Done at Paris, the twenty-seventh day of August in the year one thousand nine hundred and twenty-eight.

(Seal) GUSTAV STRESEMANN.

(Seal) FRANK B. KELLOGG.

(Seal) PAUL HYMANS.

(Seal) ARISTIDE BRIAND.

(Seal) CUSHENDUN.

(Seal) W. L. MACKENZIE KING.

(Seal) A. J. McLACHLAN.

(Seal) C. J. PARR.

(Seal) J. S. SMIT.

(Seal) WILLIAM T. COSGRAVE.

(Seal) CUSHENDUN.

(Seal) G. MANZONI.

(Seal) UCHIDA.

(Seal) AUGUST ZALESKI.

(Seal) Dr EDUARD BENÈS.

—

Certified to be a true copy of the signed original deposited with the Government of the United States of America.

*Secretary of State of the
United States of America*

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 23 JANUARI 1929

Wetsontwerp tot goedkeuring van het Algemeen Pact tot verzaking aan den Oorlog, ondertekend te Parijs op 27 Augustus 1928.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Het Algemeen Pact tot verzaking aan den oorlog, dat wij de eer hebben aan uwe goedkeuring te onderwerpen, werd, op 27 Augustus 1928, te Parijs ondertekend door de gevolmachtigden der volgende landen : Duitschland, Vereenigde Staten van Amerika, België, Frankrijk, Groot-Brittannië en de Dominions Canada, Australië, Nieuw-Zeeland, Zuid-Afrika, Ierland en Indië, Italië, Japan, Polen en Tsjechoslowakije. Verscheidene andere Staten hebben reeds uiting gegeven aan hun voornemen tot deze akte toe te treden zoodra ze door de vijftien ondertekenende landen zal bekrachtigd zijn.

De namen van de heeren Briand en Kellogg zullen gehecht blijven aan dit verdrag, waarvan zij de promotors waren; deze twee Staatslieden hebben door dit edelmoedig initiatief de erkentelijkheid van al de naar vrede strevende volkeren verworven.

Wij zijn er van overtuigd dat het verdrag van 27 Augustus 1928, komend na het Pact van den Volkenbond en de akkoorden van Locarno, evenals deze als een gedenkwaardigen datum in de geschiedenis alsook in de evolutie van het Volkenrecht zal bekend staan. Het had als uitgangspunt een in 1927 door de Fransche Regeering aan die der

Vereenigde Staten gedaan voorstel tot het sluiten van een tweezijdig pact van eeuwigdurende vriendschap dat den oorlog « als werktuig van wederzijdsche nationale politiek » veroordeelt en onderzijds de verbintenis inhoudt om slechts tot vreedzame middelen zijne toevlucht te nemen voor « de regeling of de oplossing van alle geschillen of conflicten, van welken aard of oorsprong deze ook mogen zijn, die tusschen Frankrijk en de Vereenigde Staten van Amerika mochten oprijzen ». Deze termen zijn te onthouden, want men zal ze bijna woordelijk in het verdrag van 27 Augustus 1928 terugvinden. Maar de heer Kellogg, wenschend een grootere draagwijdte te geven aan deze betooging ten gunste van den vrede, was van meening dat niet alleen Frankrijk en de Vereenigde Staten, maar het grootst mogelijk aantal Staten daarbij moesten betrokken worden. Aldus namen achtereenvolgens aan de onderhandelingen deel, de kanselarijen van Duitschland, Groot-Brittannië, Italië en Japan, die van de Britsche Dominions, zonder dewelke de Britsche Regeering zich niet wilde verbinden, en ten slotte die van België, Polen en Tsjechoslowakije. Deze drie laatste landen werden uitgenoodigd om als ondertekenaars aan de akte deel te nemen om reden van de rol die zij op de Conferentie van Locarno gespeeld hadden.

Voor het overige was het wel verstaan dat, na de onderteekening, de buiten de onderhandelingen gebleven landen uitgenoodigd zouden worden om tot de Akte toe te treden.

Het Verdrag van verzaking aan den oorlog bevat twee gedachten : eensdeels de verzaking aan den oorlog als werktuig van nationale politiek in de onderlinge betrekkingen tusschen de verdragsluitende partijen; anderdeels, als gevolg van de eerste gedachte, de verplichting nooit anders dan door vreedzame middelen de regeling of de oplossing na te streven van alle geschillen of conflicten, van welken aard of oorsprong deze ook mogen zijn, die tusschen de verdragsluitende staten mochten oprijzen.

Men zal misschien verwonderd zijn over de bondigheid van deze formules, zelfs over hunne vaagheid. De juristen die belang stellen in de ontwikkeling der grondbeginselen van het Pact van den Volkenbond, zouden geneigd kunnen zijn kritiek uit te oefenen op het gebruik van termen die afwijken van degene die tot nu toe gebruikt werden. Wat is de oorlog beschouwd als werktuig van nationale politiek ? Zou het niet beter geweest zijn te spreken van den aanvalsoorlog, wat een algemeen geijkte uitdrukking is. Men moet onmiddellijk vaststellen dat het Pact wel degelijk dezen oorlog heeft willen verbieden in eenen zoo ruim mogelijken zin. Het is trouwens bekend dat men steeds groote moeilijkheden heeft ontmoet om een bepaling van den aanvalsoorlog te geven. Van daar de bezorgdheid om een nieuwe uitdrukking te vinden. Zooals de heer Briand het verklaard heeft op de onderteekeningszitting van het Verdrag van Parijs van 27 Augustus 1928, is de oorlog beschouwd als werktuig van nationale politiek, « in zijn meest specifiek en meest schrikwekkenden vorm, de baatzichtige en willekeurige oorlog ». Deze termen en deze uitleggingen sluiten dus het geval van wettige zelfverdediging uit, welk geval uitdrukkelijk vermeld wordt door artikel 2 van het Rijnpact van Locarno.

Bovendien, al heeft men het niet noodig geacht dienaangaande in den tekst zelf van het verdrag een uitdrukkelijke beschikking in te schrijven, toch wordt in de inleiding verklaard dat « aan elke onderteekende mogendheid, welke in den vervolge zou trachten hare nationale belangen te bevorderen door van oorlog gebruik te maken, de voordeelen van het huidige verdrag zullen moeten worden onttrokken ». Er wordt dus aangenomen dat het in gebreke blijven van een onderteekende staat de andere medeverdragsluitenden, die zich aldus in staat van wettige zelfverdediging kunnen bevinden, van hunne verplichtingen ontheft..

Een ander punt was van buitengewoon belang voor België. Het kwam er op aan nauwkeurig de verhoudingen aan te duiden die bestaan tusschen het nieuwe Pact en de Verdragen waarop de internationale waarborgen onzer veiligheid gegrond zijn. Ook heeft de Belgische Regeering, terwijl zij zich haastte in te gaan op het haar gedane voorstel om aan de akte van verzaking aan den oorlog deel te nemen, niet nagelaten te doen opmerken dat uit de termen waarin dit voorstel door de Regeering der Vereenigde Staten geformuleerd was, bleek dat de rechten en de verplichtingen voortvloeiend uit het Pact van den Volkenbond en uit de Verdragen van Locarno in hun geheel zouden behouden worden.

Verre van de beschikkingen van het Pact van den Volkenbond te verslappen, vult de algemeene akte van verzaking aan den oorlog deze op aanzienlijke wijze aan.

Artikel 15, alinea 7, van het Pact bepaalt dat ingeval een geschil, dat eene breuk zou kunnen teweegbrengen, aan den Raad van den Volkenbond onderworpen is en deze laatste « er niet in slaagt zijn verslag door al zijne leden buiten de vertegenwoordigers van de bij het geschil betrokken partijen te doen aannemen, de leden van den Bond zich het recht voorbehouden te handelen

zooals zij het tot de bescherming van recht en gerechtigheid noodig achten ».

Met andere woorden, wanneer er in den schoot van den Raad geen eenparigheid bestaat om het geschil te beoordeelen, mogen de betrokken partijen, zonder het Pact te overtreden, hunne toevlucht nemen tot den oorlog. De oorlog blijft dus in het door deze beschikking van het Pact voorziene geval geoorloofd. De organisatie van den vrede vertoont daar een barst waardoor het oorlogsgevaar kan binnensluipen en opnieuw te voorschijn treden. Het Rijnpact van Locarno heeft in zijn artikel 2, paragraaf 3, dit gebrek verholpen wat betreft de betrekkingen tusschen ons land en Duitschland, alsmede tusschen Duitschland en Frankrijk. Het Pact van Parijs heeft een universeele draagwijdte en het daarin geformuleerde verbod strekt zich uit tot de betrekkingen van al de staten.

Anderzijds zijn verschillende landen, en inzonderheid de Vereenigde Staten, niet toegetreden tot het Pact van den

Volkenbond. Het was voor de leden van den Volkenbond van het hoogste belang zich met deze Staten te verstaan om de toevlucht tot den oorlog te veroordeelen en er aan te verzaken.

Voor België, meer dan voor eenigen anderen staat, is het losbreken van den oorlog een vreeswekkend gevaar. Niemand meer dan dit land heeft een regime van veiligheid en rechtvaardigheid noodig.

Het Pact dat de Regeering aan uwe be-raadslagingen onderwerpt, zal den vrede versterken en de eendracht onder de volkeren bevorderen; het zal aldus aan ons land nieuwe waarborgen verschaffen.

Ik ben er van overtuigd, Mijne Heeren, dat het uwe goedkeuring zal wegdragen en dat de Regeering binnenkort de bekrachtiging van België bij die der andere verdragsluitende mogendheden zal kunnen voegen.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
HYMANS.

VERTALING

Algemeen Pact tot Verzaking aan den Oorlog.

De President van het Duitsche Rijk, de President der Vereenigde Staten van Amerika, Zijne Majesteit de Koning der Belgen, de President der Fransche Republiek, Zijne Majesteit de Koning van Groot-Brittannië, Ierland en de Overzeesche Britsche Gebieden, Keizer van Indië, Zijne Majesteit de Koning van Italië, Zijne Majesteit de Keizer van Japan, de President der Poolsche Republiek, de President der Tsjechoslowaksche Republiek,

Diep doordrongen van den hoogen plicht die op hen rust om het welzijn der menschheid te bevorderen;

Overtuigd dat het oogenblik daar is om openlijk te verzaken aan den oorlog als werktuig van nationale politiek, opdat de vreedzame en vriendschappelijke betrekkingen, die thans tusschen hunne volkeren bestaan, altijd mogen voortduren;

Overtuigd, dat alle veranderingen in hunne onderlinge betrekkingen slechts moeten worden nagestreefd door vreedzame middelen en verwezenlijkt moeten worden in orde en vrede en dat aan elke onderteekenende mogendheid, welke in den vervolge zou trachten hare nationale belangen te bevorderen door van oorlog gebruik te maken, de voordeelen van

het huidige verdrag zullen moeten worden ontzegd;

Vervuld van de hoop dat, aangemoedigd door hun voorbeeld, alle andere natiën der wereld zich bij dit menschlievend streven zullen aansluiten, en, door tot dit Verdrag toe te treden zoodra dit in werking zal treden, hunne volkeren in het genot zullen stellen van zijne heilzame bepalingen, waardoor alle beschaaftde natiën der wereld vereenigd zullen worden in een gemeenschappelijke verzaking aan den oorlog als werktuig van hunne nationale politiek;

Hebben besloten een verdrag te sluiten en tot dat doel als hunne respectievelijke gevolmachtigden aangewezen, te weten :

De President van het Deutsche Rijk :

Dr Gustav Stresemann, Minister van Buitenlandsche Zaken;

De President der Vereenigde Staten van Amerika :

The Honourable Frank B. Kellogg, Staatssecretaris;

Zijne Majesteit de Koning der Belgen :

Den Heer Paul Hymans, Minister van Buitenlandsche Zaken, Staatsminister;

De President der Fransche Republiek :

Den Heer Aristide Briand, Minister van Buitenlandsche Zaken;

Zijne Majesteit de Koning van Groot-Brittannië, van Ierland en van de Overzeesche Britsche Gebieden, Keizer van Indië :

Voor Groot-Brittannië, Noord-Ierland en alle deelen van het Britsche Rijk, welke niet elk afzonderlijk lid van den Volkenbond zijn :

The [Right Honourable Lord Cushendun, Kanselier van het Hertogdom Lancaster, Staatssecretaris voor Buitenlandsche Zaken a. i.;

Voor het Dominion Canada :

The Right Honourable William Lyon Mackenzie King, Eerste Minister en Minister van Buitenlandsche zaken;

Voor het Gemeenebest Australië :

The Honourable Alexander John McLachlan, Lid van den Uitvoeren Bondsraad;

Voor het Dominion Nieuw-Zeeland :

The Honourable Sir Christopher James Parr, Hooge Commissaris van Nieuw-Zeeland in Groot-Brittannië;

Voor de Unie van Zuid-Afrika :

The Honourable Jacobus Stephanus Smit, Hooge Commissaris van de Unie van Zuid-Afrika in Groot-Brittannië;

Voor den Vrijstaat Ierland :

Den Heer William Thomas Cosgrave, Voorzitter van den Uitvoeren Raad;

Voor Indië :

The Right Honourable Lord Cushendun, Kanselier van het Hertogdom Lancaster, Staatssecretaris voor Buitenlandsche Zaken, a. i.;

Zijne Majesteit de Koning van Italië :

Graaf Gaetano Manzoni, Zijn Buitengewoon en Gevolmachtigd Ambassadeur te Parijs;

Zijne Majesteit de Keizer van Japan :

Graaf Uchida, Lid van den Raad van State;

De President der Republiek Polen :

Den Heer A. Zaleski, Minister van Buitenlandsche Zaken;

De President der Tsjechoslowaksche Republiek :

Dr Eduard Benès, Minister van Buitenlandsche Zaken, welke na hunne in goeden en behoor-

lijken vorm bevonden volmachten aan elkaar medegedeeld te hebben, aangaande de volgende artikelen overeengekomen zijn :

ARTIKEL ÉÉN.

De Hooge Verdragsluitende Partijen verklaren plechtig, in naam hunner respectieve volkeren, dat zij het gebruik maken van den oorlog voor de regeling van internationale geschillen veroordeelen en daaraan verzaken als werktuig van nationale politiek in hunne betrekkingen tot elkander.

ART. 2.

De Hooge Verdragsluitende Partijen erkennen, dat de regeling of de oplossing van alle geschillen of conflicten, van welker aard of oorsprong deze ook mogen zijn, die tusschen hen mochten oprijzen, nooit anders dan door vreedzame middelen mag worden nagestreefd.

ART. 3.

Dit Verdrag zal door de in de inleiding genoemde Hooge Verdragsluitende Partijen, op de door hunne constitutie verlangde wijze bekrachtigd worden en het zal tusschen hen in werking treden, zoo dra alle bekrachtigingsoorkonden te Washington zullen zijn neêrgelegd.

Dit Verdrag zal, wanneer het op de wijze, bedoeld in de vorige zinsnede, in werking zal zijn getreden, zoolang als zulks noodig zal zijn, open blijven voor de toetreding van alle andere Mogendheden der wereld. Elke oorkonde waarbij de toetreding eener Mogendheid vastgesteld wordt, zal te Washington worden nedergelegd en het Verdrag zal dadelijk na die nederlegging tusschen de Mogendheid, die op die wijze is toegetreden, en de andere verdragsluitende Mogendheden in werking treden.

Het zal de taak zijn van de Regeering der Vereenigde Staten om aan elke Regeering, in de inleiding genoemd, en aan elke Regeering die later tot dit Verdrag zal toetreden, een eensluidend verklaard afschrift van bedoeld Verdrag en van elk der bekrachtigings- of toetredingsoorkonden te verschaffen. Het zal eveneens de taak der Regeering van de Vereenigde Staten zijn om langs telegraphischen weg dadelijk na de nederlegging van eene bekrachtigings- of toetredingsoorkonde, daarvan aan bedoelde Regeeringen mededeeling te doen.

Ter Oorkonde waarvan de respectieve gevolmachtigden dit Verdrag dat in de Fransche en Engelsche talen is gesteld, welke beide teksten gelijke kracht hebben, hebben geteekend en er hunne zegels aan hebben gehecht.

Gedaan te Parijs den zeven en twintigsten dag van de maand Augustus van het jaar negentienhonderd acht en twintig.

(L. S.) GUSTAV STRESEMANN.

(L. S.) FRANK B. KELLOGG.

(L. S.) PAUL HYMAN.

(L. S.) ARISTIDE BRIAND.

(L. S.) CUSHENDUN.

(L. S.) M.-L. MACKENZIE KING.

(L. S.) A.-J. McLACHLAN.

(L. S.) C.-J. PARR.

(L. S.) J.-S. SMIT.

(L. S.) WILLIAM T. COSGRAVE.

(L. S.) CUSHENDUN.

(L. S.) G. MANZONI.

(L. S.) UCHIDA.

(L. S.) AUGUST ZALESKI.

(L. S.) DR. EDUARD BENÈS.

(ANNEXE AU N° 61.)

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION 1928-1929

Projet de Loi approuvant le Pacte général
de renonciation à la guerre.

Albert,

ROI DES BELGES.

A tous, présents et à venir, SALUT!

Sur la proposition de Notre Ministre
des Affaires Etrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Etran-
gères est chargé de présenter, en Notre
Nom, aux Chambres législatives le pro-
jet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Le Pacte général de renonciation
à la guerre signé à Paris, le 27 août 1928,
sortira son plein et entier effet.

Donné à Bruxelles, le 22 janvier 1929.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

HYMANS.

(BIJLAGE AAN N° 61.)

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 1928-1929

Wetsontwerp tot goedkeuring van het
Algemeen Pact tot verzaking aan den
oorlog.

Albert,

KONING DER BELGEN.

*Aan allen, tegenwoordigen en toeko-
menden, HEIL!*

Op voorstel van Onzen Minister van
Buitenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche
Zaken is belast, in Onzen Naam, bij de
Wetgevende Kamers het wetsontwerp
in te dienen waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

Het Algemeen Pact tot verzaking
aan den oorlog, onderteeekend te Parijs
den 27^{de} Augustus 1928, zal zijne volle
en algeheele kracht hebben.

Gegeven te Brussel, 22 Januari 1929.

Van 's Koningswege :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,